



Cahier des Clauses Administratives Particulières

Marché de Maitrise d'œuvre

**Réalisation d'un amphithéâtre et d'une salle
de convivialité pour le Centre Ingénierie et
Santé**

SOMMAIRE

Table des matières

PARTIES CONTRACTANTES	5
1. OBJET DU MARCHÉ.....	5
2. OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES	5
3. DURÉE DU MARCHÉ ET CONDITIONS D'EXÉCUTION	6
3.1 Duree du marche.....	6
4. DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
PIÈCES PARTICULIÈRES.....	6
PIÈCES GÉNÉRALES	6
5. GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES	6
6. SOUS-TRAITANCE.....	7
7. AUTRES INTERVENANTS	8
7.1 Contrôle technique	8
7.2Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.....	9
8. MODE DE DÉVOLUTION DES TRAVAUX	9
9. MISSIONS	9
10. DÉLAI DE PRÉSENTATION DES LIVRABLES.....	10
11. INSTRUCTION DES MÉMOIRES EN RÉCLAMATION	11
12. PRIX	11
12.1 Forfait de rémunération	11
12.1 Forme des prix.....	11
12.2 Mois d'établissement du prix du marché	11
12.3 Choix de l'index de référence	11
12.4 Modalités de révision des prix.....	12
12.5 Coefficient de révision	12
13. AVANCES	12
14. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	13
14.1 Acomptes	13
14.2 Pourcentage de rémunération par mission	14
14.3. Contenu de la demande de paiement	14
14.4 Présentation des demandes de paiement.....	15
14.5 - SOLDE	16
14.6 Délai global de paiement	16
15. ENGAGEMENT DU MAÎTRE D'ŒUVRE JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX	16
15.1 Coût prévisionnel des travaux.....	16
15.2 Conditions économiques d'établissement	17
15.3 Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux	17
15.4 Seuil de tolérance	17
15.5 Sanction du non-respect de l'enveloppe financière prévisionnelle	17
15.6 Prise en compte des modifications intervenues	18
15.7 Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises.....	18
15.8 Conséquences du coût de réalisation des travaux.....	18
16. ENGAGEMENT DU MAÎTRE D'ŒUVRE APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX	18
16.1 Coût de réalisation des travaux :.....	18
16.2 Tolérance sur le coût de réalisation des travaux	19
16.3 Comparaison entre réalité et tolérance	19

17.	SUSPENSION, ARRÊT DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION	19
18.	PENALITES	19
18.1	Généralités	19
18.2	Délais – Pénalités pour retard – Phase études	20
18.3-	Délais – Pénalités pour retard – Phase travaux	21
19.	ORDRE DE SERVICE	23
20.	ACHEVEMENT DE LA MISSION.....	23
21.	DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE	24
22.	GARANTIE DES PRESTATIONS	24
23.	ASSURANCES	24
24.	RESILIATION.....	24
24.1	– CONDITIONS DE RÉSILIATION.....	24
24.2	- REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	25
25.	REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES	25
26.	DEROGATIONS.....	25

Législation applicable

Ce marché est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

PARTIES CONTRACTANTES

Le présent marché est passé entre d'une part :

École Nationale Supérieure des Mines de Saint-Étienne ; sise 158 cours Fauriel, CS 62362, 42023 Saint-Étienne cedex 2 ; représentée par son Directeur M. Jacques FAYOLLE ; École de l'Institut Mines-Télécom, Établissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (E.P.C.S.P.) dont le siège est situé 19 place Marguerite Perey, 91120 Palaiseau ;

ci-après désigné par « MSE », ou l'« Acheteur »

Et d'autre part, **le titulaire**, dénommée ci-dessous le titulaire ou le prestataire.

1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concerne le marché relatif à la maîtrise d'œuvre pour le projet de création d'un amphithéâtre et d'une salle de convivialité dans le bâtiment existant du Centre Ingénierie et Santé de Mines Saint-Etienne.

Le contenu du projet est détaillé dans le programme de l'opération.

Lieu d'exécution : Centre Ingénierie et Santé – 10 rue de la Marandière – 42270 Saint-Priest-En-Jarez

2. OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Les travaux à réaliser comprennent notamment les éléments suivants : terrassement, fondations, revêtements, maçonnerie, fourniture équipements jeux, éclairage, etc.

3. DUREE DU MARCHE ET CONDITIONS D'EXECUTION

3.1 DUREE DU MARCHE

Le marché prend effet à sa date de notification au titulaire. La durée globale du marché est fixée à 30 mois à partir de sa notification (hors période de parfait achèvement).

Les délais d'exécution sont fixés à l'article 10 du présent CCAP.

4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

PIÈCES PARTICULIÈRES

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le programme de l'opération ;
- L'offre technique du titulaire

PIÈCES GÉNÉRALES

- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre ;
- Les normes, DTU et Cahier des Clauses Spéciales applicables aux prestations du marché.

5. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES

Si le groupement titulaire du marché est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé. En cas de groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire. La solidarité du mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre vis-à-vis des autres co-traitants est une solidarité parfaite. Elle s'étend jusque et y compris dans la mise en œuvre des garanties constructeurs.

Si le groupement titulaire du marché est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

Quelle que soit la nature du groupement, les principales missions du mandataire sont les suivantes :

Vis-à-vis du mandataire du maître d'ouvrage :

Le mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre est l'architecte :

- Représente l'ensemble des co-traitants jusqu'à la date d'expiration des délais de garantie.
- Reçoit du mandataire du maître d'ouvrage toute notification ou instruction et assure immédiatement leur transmission aux co-traitants ou intéressés ;
- Assure sous sa responsabilité la coordination générale des co-traitants avec pour objectif la mise en cohérence de l'ensemble des prestations effectuées par la maîtrise d'œuvre ;
- Prépare les dossiers, remet officiellement au maître d'ouvrage les documents liés aux différentes phases de conception et suit l'approbation de ces documents ;
- Propose à la signature du mandataire du maître d'ouvrage tous les procès -verbaux, ordres de service, décomptes et généralement toutes les pièces administratives concernant l'opération ;
- Recueille les décomptes d'honoraires, les transmet, avec visa, au maître d'ouvrage et suit leur règlement ;
- Assure la mise en œuvre du contrôle qualité des études réalisées par le groupement et en rend compte au maître d'ouvrage ;
- Veille au respect par chaque signataire des clauses du marché et tout particulièrement celles dont le non-respect pourrait entraîner des conséquences sur la qualité des prestations les délais et les coûts ;
- Gère et arbitre la répartition des pénalités au sein du groupement
- Fait remplacer en accord avec le maître d'ouvrage, le membre défaillant ;
- Effectue toute démarche auprès des concessionnaires et administrations
- Communique les marchés de sous-traitance

Vis-à-vis des co-traitants :

Le mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre :

- Vise et transmet les correspondances, répercute les notifications et instructions reçues du maître d'ouvrage ;
- Assure le suivi administratif, la passation d'avenants, la présentation éventuelle de décompte de réclamation ;
- Assure les opérations de contrôle auprès des membres
- Sur la base du dossier programme, se porte garant du respect des objectifs de conception, des orientations et axes de recherche, prend les options et décisions fondamentales tant dans les domaines techniques qu'architecturaux en s'appuyant sur les compétences respectives des co- traitants ;
- Provoque régulièrement des réunions générales du groupement pour coordonner les actions de chacun sur tous les aspects, techniques, financiers, de délai et établit les comptes rendus ;
- Transmet au maître d'ouvrage toutes les requêtes des co-traitants dans les plus brefs délais
- Assure les interfaces avec ses cotraitants pour éviter toute rupture de conception ou de responsabilité d'exécution dans la mission globale de maîtrise d'œuvre ;

A la demande du maître d'ouvrage, le mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre communique les conventions du groupement ou de sous groupement signées entre les cotraitants.

6. SOUS-TRAITANCE

Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter une partie des prestations qui lui sont confiées conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-13 et R. 2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique. La sous-traitance totale du marché est interdite.

Le titulaire doit préalablement obtenir du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Cette demande devra obligatoirement préciser :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

Elle sera en outre **accompagnée d'une déclaration du sous-traitant** (DC4) indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné au chapitre Ier du titre IV du livre 1er Dispositions générales de la deuxième partie du code de la commande publique.

Paiement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou **supérieur à 600 euros TTC**, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est **payé directement** par le pouvoir adjudicateur, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

A cette fin, le sous-traitant adressera ses demandes de paiement :

- au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou les dépose auprès du titulaire contre récépissé ;
- ainsi qu'au pouvoir adjudicateur, ou s'il en a été désigné un, au maître d'œuvre de l'opération.

Cette demande de paiement devra comporter une copie des factures adressées au titulaire du marché.

7. AUTRES INTERVENANTS

7.1 CONTROLE TECHNIQUE

Pour l'exécution du présent marché, le maître d'ouvrage se fera assister d'un contrôleur technique agréé, qui sera désigné par lui pour le démarrage des études et immédiatement opérationnel.

Les missions de contrôle technique sont les suivantes :

- Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables. (Mission L)
- Mission relative à la solidité des existants. (Mission LE)
- Mission relative à la sécurité des personnes (Mission S)
- Mission relative à la sécurité des personnes dans les ERP (Mission SEI)
- Mission relative au fonctionnement des installations (F)
- Mission relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées. (Mission HAND + ATT HAND)

- Mission relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie (Mission TH)
- Mission relative à la vérification initiale des installations électriques (VIEL)
- Assistance à la rédaction des notices du PC

Le maître d'œuvre devra lui soumettre pour avis l'ensemble des dossiers d'études. Le Maître d'ouvrage décidera de la suite qu'il entend donner aux avis qu'il a reçus du contrôleur technique et donnera en conséquence, ses instructions au maître d'œuvre.

7.2 COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Le titulaire de la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, prévue par le Code du travail, sera désigné par le maître d'ouvrage pour le démarrage des études et immédiatement opérationnel. Ce sera une mission de niveau II.

Le maître d'œuvre devra réaliser les études et le suivi de travaux en lien étroit avec le CSPS afin d'anticiper toutes les phases et toutes les situations d'interfaces potentiellement dangereuses.

8. MODE DE DEVOLUTION DES TRAVAUX

La consultation des entreprises de Travaux aura lieu par le biais de marchés publics distincts à l'issue des études de PROJET correspondantes.

9. MISSIONS

La mission de maîtrise d'œuvre est établie en application des articles L.2410-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le détail des missions est le suivant :

Eléments de la mission de base :

APS	Avant-projet sommaire
APD	Avant-projet définitif
PC	Dépôt permis de construire
PRO-DCE	Études de projet Réalisation du Dossier PRO et de toutes les pièces du DCE (Dossier de Consultation des Entreprises). Ce DCE comportera toutes les pièces nécessaires aux entreprises pour établir leur offre et notamment plan/croquis...et un DQE ou DPGF
ACT	Assistance pour la passation des marchés de travaux

VISA	Conformité et visa d'exécution au projet Cette mission comprend la synthèse de tous les plans et études d'exécutions des entreprises, leur vérification et validation
DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement

Autres éléments de mission : obligatoire

DIAG	Etudes de diagnostic
-------------	----------------------

Prestation Supplémentaire Eventuelle : il s'agit de missions complémentaires en cas d'acceptation de la prestation supplémentaire éventuelle par le maître d'ouvrage dans l'Acte d'engagement :

PSE 1 : OPC	Ordonnancement, Pilotage, et Coordination
--------------------	---

10. DELAI DE PRESENTATION DES LIVRABLES

Les livrables seront remis dans les délais suivants :

Désignation du livrable	Délai
DIA Etudes de diagnostic	4 semaines
APS	3 semaines
APD	4 semaines
PC	1 mois
PRO	3 semaines
DCE	3 semaines
VISA	3 jours
DOE	3 semaines
ANALYSE DES OFFRES	3 semaines

Les VISA devront être réalisés tout au long du chantier, le délai court à compter de la date de réception des plans et études EXE des entreprises.

Les DOE devront être collectés par le maître d'œuvre et vérifiés avant envoi au maître d'ouvrage sous 1 mois au plus tard après la réception des travaux.

Pour le reste, le point de départ de ces délais est fixé comme il suit :

1^{er} livrable : date du début d'exécution des prestations qui démarre à l'ordre de service n°1.

Livrables suivants : Date de notification au maître d'œuvre de la décision de réception du livrable précédente prise par le maître d'ouvrage.

11. INSTRUCTION DES MEMOIRES EN RECLAMATION

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation est de 20 jours à compter de leur date de réception par le maître d'œuvre.

12. PRIX

12.1 FORFAIT DE REMUNERATION

Le forfait de rémunération est provisoire dans un premier temps puis rendu définitif par avenant dans un second temps.

Il correspond au produit du taux de rémunération fixé à l'acte d'engagement par le montant de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage.

Le forfait de rémunération devient définitif lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de la mission APD.

Un avenant arrête définitivement le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre et le forfait définitif de rémunération conformément aux dispositions des articles L.2432-1, L.2432-2 et R.2432-2 à R.2432-7 du code de la commande publique.

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation.

12.1 FORME DES PRIX

Les prix sont révisables selon les modalités ci-après fixées.

12.2 MOIS D'ETABLISSEMENT DU PRIX DU MARCHE

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0 correspondant à la date limite de remise des offres de ce marché.

12.3 CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du maître d'œuvre faisant l'objet du marché est l'index ING (base 100 en 2010 – ID INSEE n°1711010).

12.4 MODALITES DE REVISION DES PRIX

La révision prévue ci-dessus est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient c de révision donné par la formule :

$$C = 0,125 + \frac{0,875 \cdot I_m}{I_o}$$

Dans laquelle :

I_o = index ingénierie du mois m_0 études (mois d'origine)

I_m = Index ingénierie du mois m (mois de révision). L'index I_m est l'index du mois « m » au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission doit être **remis** conformément aux échéances prévues par le marché.

12.5 COEFFICIENT DE REVISION

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du mandatement, le maître d'ouvrage pourra procéder au règlement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le maître d'ouvrage procède à la révision définitive dès que les index correspondants seront publiés.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Pour les éléments des missions pour lesquels un délai d'exécution est fixé par l'acte d'engagement ou par le présent C.C.A.P., la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de remise de l'élément de mission.

Si les prestations ne sont pas achevées à l'expiration du délai d'exécution fixé par l'acte d'engagement ou le présent C.C.A.P., la révision du prix des prestations exécutées après la fin du délai d'exécution fixé au marché sera calculée avec l'index du dernier mois du délai d'exécution.

13. AVANCES

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 20% du montant initial, toutes taxes comprises du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 55% du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80%.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10 et R.2193-21 du Code de la commande publique.

14. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

14.1 ACOMPTES

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dans les conditions suivantes :

- **Pour l'établissement des documents d'études suivants : DIAG, APS, APD, PC et PRO :**

Les prestations incluses dans les éléments ci-dessus ne peuvent faire l'objet d'un règlement qu'après achèvement total de chaque élément et approbation expresse par le maître d'ouvrage. Toutefois, ces prestations doivent être réglées avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois.

Dans ce cas, l'état périodique, établi par le maître d'œuvre comporte le compte-rendu d'avancement de l'étude, indique le pourcentage approximatif du délai d'avancement de leur exécution ; ce pourcentage, après accord du maître d'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

- **Pour l'exécution de prestations ACT (Assistance pour la passation des contrats de travaux) :**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées globalement après mise au point des marchés de travaux et acceptation par le maître de l'ouvrage de (ou des) offre(s) des entreprises.

- **Pour l'exécution des prestations de contrôle d'exécution (VISA, DET et AOR) :**

a) **Eléments VISA (visa des études d'exécution)**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées proportionnellement à l'avancement des travaux.

b) **Elément DET (Direction exécution des travaux)**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- ☐ en fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début : 85,00 % ;
- ☐ à la date de l'accusé de réception, par le maître de l'ouvrage du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises : 15,00 %.

c) Élément AOR (Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement)

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- ☐ à l'issue des opérations préalables à la réception : à la date d'accusé de réception par le maître d'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception : 45 %
- ☐ à la remise du dossier des ouvrages exécutés : 25%
- ☐ à l'achèvement des levées de réserves : 15 %
- ☐ à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévu à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître d'ouvrage en application du 44.2 dudit CCAG : 15 %.

- Rémunération des éléments :

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Les acomptes relatifs aux éléments ou parties d'éléments APS et APD seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement. Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération ; il sera procédé si nécessaire, à l'occasion du paiement de l'acompte relatif à l'élément APD à un réajustement en plus ou en moins du montant des acomptes relatifs aux éléments APS et APD.

14.2 POURCENTAGE DE REMUNERATION PAR MISSION

Les pourcentages de chaque mission sont précisés par le titulaire en annexe 1 de l'acte d'engagement.

14.3. CONTENU DE LA DEMANDE DE PAIEMENT

Lorsque le maître d'œuvre remet au maître d'ouvrage une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement prévues par les documents particuliers du marché.

La demande de paiement est datée. Elle mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- le montant des prestations exécutées, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément aux stipulations de l'article 21.3 du CCAG MOE
- le détail des calculs, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- en cas de groupement conjoint ou solidaire, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

14.4 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

En complément de l'article précédent et sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix forfaitaire H.T. des prestations effectuées ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Information sur l'Acheteur :

Nom : ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES MINES DE SAINT-ETIENNE

Le code service **Mines Saint-Etienne** pour la facturation Chorus :
MSE_FACTURES_SERVICE_FINANCIER

SIRET : 180 092 025 00105

14.5 - SOLDE

Après constatation de l'achèvement de sa mission, le maître d'œuvre adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

Le décompte final établi par le maître d'ouvrage comprend :

- a. le forfait initial de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus,
- b. la réfaction définitive éventuelle pour non-respect du coût d'objectif,
- c. le forfait rectifié de rémunération ; ce forfait étant égal à la différence des postes a et b ci-dessus ;
- d. les pénalités susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application du présent marché ;
- e. la rémunération en prix de base, hors TVA due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission : cette rémunération étant égale au poste a. diminué des postes c., d. ci-dessus.

Le maître d'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a. le décompte final ci-dessus,
- b. la récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître d'ouvrage,
- c. le montant, en prix de base hors TVA, du solde ; ce montant étant la différence entre les postes a. et b. ci-dessus,
- d. l'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus,
- e. l'incidence de la TVA,
- f. l'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c. d. et e. ci-dessus,
- g. la récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.
- h. le montant des intérêts moratoires éventuellement versés.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif par la signature du maître d'œuvre.

14.6 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

15. ENGAGEMENT DU MAÎTRE D'ŒUVRE JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

15.1 COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX

L'enveloppe financière comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme annexé.

L'engagement du maître d'œuvre intervient à l'issue de la mission APD sur la base du coût prévisionnel des travaux.

15.2 CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0 fixé par le présent C.C.A.P.

15.3 TOLERANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX

Le coût de réalisation (coût des marchés de travaux : CMT) est assorti d'un taux de tolérance (TtoT) fixé à 3% qui servira pour le contrôle des coûts en fin d'exécution des travaux et/ou prestations.

15.4 SEUIL DE TOLERANCE

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance.

Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance)

L'avancement des études permet au maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

15.5 SANCTION DU NON-RESPECT DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE

Si le coût prévisionnel de réalisation proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de cet élément est différent de l'enveloppe financière arrêtée par le Maître d'ouvrage au titre du présent marché, le Maître d'ouvrage peut, soit :

- Refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus. Les délais nécessaires pour représenter les prestations ne justifient pas par eux-mêmes l'octroi d'une prolongation du délai contractuel.
- Accepter la proposition et conclure un avenant qui détermine le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre.

Le coût prévisionnel des travaux est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage à l'exclusion :

- Du forfait de rémunération de la maîtrise d'œuvre ;
- Des dépenses des frais éventuels de contrôles techniques et de CSPS ;
- De la prime éventuelle de l'assurance dommages
- De tous les frais financiers.

15.6 PRISE EN COMPTE DES MODIFICATIONS INTERVENUES

Si après fixation du coût prévisionnel des travaux, le maître d'ouvrage décide de modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur le coût prévisionnel des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant.

15.7 COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX A L'ISSUE DE LA CONSULTATION DES ENTREPRISES

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant de l'offre ou des offres considérée(s), comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 pris respectivement au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre et au mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

15.8 CONSEQUENCES DU COUT DE REALISATION DES TRAVAUX

Si le coût de référence des travaux est supérieur au coût de réalisation des travaux assorti du seuil de tolérance, le maître de l'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux. Il peut également demander la reprise des études dans un délai de 15 jours. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire.

Sur la base de ces nouvelles études et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 1 mois à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure.

A défaut de respect de ces engagements, le marché de maîtrise d'œuvre peut être résilié sans indemnité dans les conditions du présent C.C.A.P.

16. ENGAGEMENT DU MAÎTRE D'ŒUVRE APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

16.1 COUT DE REALISATION DES TRAVAUX :

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter. Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois MO du ou des marchés de travaux.

16.2 TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 4%.

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance prévu ci-dessus.

16.3 COMPARAISON ENTRE REALITE ET TOLERANCE

Le coût constaté déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base (mois MO des marchés de travaux) des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants, commandes intervenues pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix. Pour les marchés, il sera établi à partir des décomptes généraux signés sans réserve par les titulaires.

Le maître d'œuvre présentera dans son décompte général tous les calculs permettant ce contrôle par le maître de l'ouvrage et notamment un tableau comparatif entre les montants initiaux des contrats de travaux et le montant des travaux effectivement réalisés ainsi que les raisons de l'écart éventuel. Le solde des honoraires pourra être bloqué si tous les éléments justificatifs ne sont pas fournis.

17. SUSPENSION, ARRÊT DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION

Chaque élément de mission est considéré comme une phase technique.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité, quel qu'en soit le motif, de suspendre, de renoncer à poursuivre les missions ou d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chaque élément, phase ou stade, sans que cette décision n'ouvre droit à indemnité. Cette décision est alors notifiée au maître d'œuvre.

18. PENALITES

18.1 GENERALITES

Par dérogation à l'article 16.2.1. du CCAG-MOE, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités ne dépassant pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 16.2.2. du CCAG-MOE, le montant des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable sans préjudice de la procédure contradictoire prévue à l'article 16.2.4. du CCAG-MOE.

18.2 DELAIS – PENALITES POUR RETARD – PHASE ETUDES

18.2.1. Etablissement des documents d'études

Les documents d'études sont les documents que le marché et toutes pièces auxquelles il se réfère, mentionnent comme étant établis, constitués, réalisés, élaborés ou remis par le Maître d'œuvre.

i. Délais

Les délais d'établissement des documents d'études, pour les missions qui comportent la production de tels documents, sont fixés à l'acte d'engagement ou dans le présent C.C.A.P.

Le point de départ de ces délais d'exécution résulte des clauses du présent C.C.A.P.

ii. Pénalités pour retard

En cas de retard dans la remise des documents d'études, le Maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant, par jour calendaire de retard, est fixé, pour chaque document à produire à 100 €.

Ces dispositions s'appliqueront également aux documents mentionnés à l'article 2.3 du présent CCAP.

18.2.2. Réception des documents d'études

i. Présentation des documents

Conformément aux dispositions de l'article 20.4.2 du CCAG-MOE, le Maître d'œuvre est tenu d'aviser par écrit le Maître d'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

Les documents d'études sont remis par le Maître d'œuvre au Maître d'ouvrage pour vérification et réception.

18.2.3. - Modalités - Délais

La décision par le Maître d'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études intervient suivant les modalités de l'article 21 du CCAG-MOE.

Les délais dont dispose le maître d'ouvrage, pour procéder aux vérifications et pour notifier sa décision sont les suivantes à compter de la 1^{ère} présentation des documents :

Délais de vérification des documents d'études	
DIAG	2 mois maximum
AVP	2 mois maximum
PRO	2 mois maximum
DCE	2 mois maximum

En cas de rejet ou d'ajournement, le Maître d'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par la maîtrise d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

La maîtrise d'œuvre devra reprendre à ses frais tout ou partie des études en cas d'avis défavorables ou d'avis favorables avec réserves, formulés par les services ayant à connaître le dossier sous réserve que ces avis ne remettent pas en cause fondamentalement les éléments du programme remis à la maîtrise d'œuvre pour l'exercice de ses missions.

18.3- DELAIS – PENALITES POUR RETARD – PHASE TRAVAUX

18.3.1. Validation des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur conformément à l'article 13.1 du CCAG applicables aux marchés de travaux et qui lui sont transmis par l'entrepreneur via la plateforme de dématérialisation dédiée si utilisée par le maître d'ouvrage pour cette opération (GESPRO) ou déposé sur Chorus Pro. La date de dépôt sur la plateforme GESPRO ou sur Chorus Pro constitue le point de départ du délai de règlement.

Après vérification, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel. A partir de celui-ci, le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 13.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Le maître d'œuvre notifie cet état d'acompte au titulaire dans les conditions fixées à l'article 13.2.2 du CCAG travaux. Il transmet également au maître d'ouvrage pour mandatement l'état d'acompte correspondant.

En cas de modification du projet de décompte, résultant soit du maître d'œuvre, soit du maître d'ouvrage, ce projet de décompte modifié sera notifié à l'entreprise et au maître d'œuvre par le maître d'ouvrage, afin qu'ils puissent en tenir compte pour l'établissement des acomptes suivants.

i. Délai de vérification

Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 7 jours à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise par l'entreprise.

ii. Pénalités pour retard

Si ce délai n'est pas respecté, le Maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 1/3000ème du montant, en prix de base hors T.V.A. de l'acompte de travaux correspondant. Si ce délai expire un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant. La période d'application des pénalités correspondante part du jour suivant l'expiration du délai précédent et s'achève le quinzième jour suivant la date de transmission du décompte au Maître d'ouvrage.

18.3.2. Vérification du projet de décompte final des entrepreneurs

A l'issue des travaux, le Maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 13.3 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. A partir de celui-ci le Maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 13.4 du CCAG applicable aux marchés de travaux le décompte général.

i. Délai de vérification

Le Maître d'œuvre doit vérifier le projet de décompte final et établir le décompte général dans un délai de 20 jours à compter de la date de remise au maître d'œuvre du projet de décompte final par le titulaire.

ii. Pénalités pour retard

En cas de retard dans la vérification de ce décompte, le Maître d'œuvre encourt sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard, est fixé à 1/5000^{ème} du montant en prix de base hors TVA, du décompte général correspondant.

18.3.3. Mission VISA

i. Délai de vérification

Le délai de vérification et de visa des études et plans d'exécution et de synthèse est de 10 jours à compter de la date de réception par le Maître d'œuvre de ces documents, sauf dispositions contraires du CCAP ou CCTP applicables au marché concerné.

ii. Pénalités pour retard

En cas de retard, le Maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant, par jour calendaire de retard, est fixé à 100 € par document à viser.

18.3.4. Ordres de service

Les ordres de service faisant suite à une décision du Maître d'ouvrage doivent être notifiés à l'entreprise dans le délai de 5 jours suivant la réception par le maître d'œuvre de la décision.

En cas de retard, le Maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant, par jour calendaire de retard, est fixé à 1/5000^{ème} du montant de base du marché concerné, hors TVA.

18.3.5. Réceptions, mainlevée des sûretés financières et garanties

Le Maître d'œuvre transmettra sa proposition suite aux opérations préalables à la réception (OPR) des travaux ou à la levée des réserves éventuelles dans les délais fixés dans le CCAG travaux.

En cas de retard dans la transmission de la proposition au Maître d'ouvrage accompagnée du procès-verbal des opérations préalables à la réception, le Maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard, est fixé, à 1/3000^{ème} du montant de base du marché concerné, hors TVA.

Le Maître d'œuvre doit transmettre ses propositions relatives à la mainlevée des sûretés et garanties mises en place par les titulaires des marchés de réalisation, dans les délais prévus dans le CCAG-Travaux, notamment en cas de réserves non levées.

18.3.6. Réunions

Le Maître d'œuvre est tenu d'être présent ou représenté à chaque réunion signalée par le maître d'ouvrage. La présence du maître d'œuvre à chaque réunion de chantier sera obligatoire. En cas d'absence non justifiée, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant est fixé à 250€ par réunion.

En cas de retard pour la remise des comptes rendus de réunion, le Maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant, par jour calendaire de retard est fixé à 100 € par document à remettre.

18.3.7. Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du Travail en matière de travail dissimulé.

19. ORDRE DE SERVICE

Dans le cadre de l'élément de mission Direction de l'Exécution des Travaux (DET), la maîtrise d'œuvre est chargée d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entreprise, sauf celui de notification du marché.

Les ordres de service destinés à l'entrepreneur seront préparés, datés et signés par le Maître d'œuvre. Ils sont adressés à l'entrepreneur dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG applicable aux marchés de travaux et dans un délai de 5 jours pour les ordres de service faisant suite à une décision du mandataire du Maître d'ouvrage. Cependant, en aucun cas, le Maître d'œuvre ne peut notifier les ordres de service relatifs :

- A la notification de la date de commencement des travaux au passage à l'exécution d'une tranche conditionnelle.
- A la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus
- A la modification des délais d'exécution des marchés

sans avoir recueilli au préalable l'accord et la signature du Maître d'ouvrage.

Le Maître d'œuvre tient un registre des ordres de service datés et numérotés, à la disposition du Maître d'ouvrage pour consultation. Une copie de chaque ordre de service et de son accusé de réception ou du récépissé est transmise au Maître d'ouvrage.

Les dispositions relatives aux ordres de service seront introduites dans les marchés qui ne seraient pas soumis au CCAG travaux ou fournitures par le CCAP de ces marchés.

20. ACHEVEMENT DE LA MISSION

Le maître d'ouvrage prononce la réception de la mission de maîtrise d'œuvre, à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de

la réception des travaux ne sont pas levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, la réception de la mission de maîtrise d'œuvre intervient lors de la levée de la dernière réserve ou, si un litige subsiste avec une entreprise, jusqu'au règlement final de ce litige ou d'un appel en garantie.

Pour les marchés ne relevant pas du CCAG-Travaux, le délai de garantie pris en compte est le délai de garantie contractuelle du marché considéré.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision de réception établie sur la demande du maître d'œuvre par le maître d'ouvrage dans les conditions prévues par les articles 20 et 21 du CCAG-MOE et constatant que le maître d'œuvre a rempli toutes ses obligations.

21. DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE

Par dérogation à l'article 24 du CCAG-MOE, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

22. GARANTIE DES PRESTATIONS

La garantie de parfait achèvement de 1 an ainsi que la garantie décennale s'applique aux prestations objet du marché.

23. ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-MOE, tout titulaire (mandataire et co-traitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Le titulaire doit donc contracter :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- Une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

24. RESILIATION

24.1 – CONDITIONS DE RÉSILIATION

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 à 34 du CCAG-MOE.

24.2 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

25. REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

En cas de litige, le Tribunal administratif de LYON est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

26. DEROGATIONS

L'article 18.1. du CCAP déroge à l'article 16.2.1. du CCAG-MOE

L'article 18.1. du CCAP déroge à l'article 16.2.2. du CCAG-MOE

L'article 18.1. du CCAP déroge à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE

L'article 21 du CCAP déroge à l'article 24 du CCAG-MOE